

# Pons : je suis devenu l'homme à abattre depuis que j'ai osé critiquer le Coran

écrit par Stanislas Czerwinski | 9 novembre 2020



Je suis le conseiller municipal d'opposition de la ville de Pons, située dans la quatrième circonscription de Charente-Maritime. Le 21 octobre, lors d'une journée d'hommage à l'enseignant décapité Samuel Paty, je lisais un texte où j'expliquais que l'assassin n'avait fait qu'obéir aux textes sacrés du Coran. Je n'ai pas pu terminer mon intervention, sous la pression des élus de la majorité, et notamment de la

première adjointe, madame Fabienne Dugas-Raveneau ; le maire, Jacky Botton, m'a arraché le micro, et m'a empêché de continuer mon discours. J'ai pu, privé de micro, conclure mon intervention en disant "Vive la France". Il est possible de revoir cette agression, lors de cette courte vidéo, qui a été vue par près de 40 000 visiteurs.

Voilà le texte complet que je voulais lire.

[Hommage à Samuel Paty : élu, j'ai voulu dénoncer le Coran, le maire m'a agressé !](#)

Depuis la date de mon intervention, je suis victime d'un véritable harcèlement, de la part de l'équipe municipale en place, dont voici les élus, mais aussi de la part de deux de mes colistiers, qui se sont ralliés à l'équipe majoritaire, et me somment de démissionner, alors que la tête de liste, le docteur Babin, s'est retirée, et m'a désigné, sans la moindre contestation, pour mener la liste d'opposition.

### Les élus

Une campagne de calomnie et de haine s'est mise en place contre ma personne. J'ai reçu de graves menaces et des messages d'intimidation. Avant cet incident, un musulman est passé devant chez moi, et a lancé des cris menaçants, avant de s'enfuir en courant.

Encore plus grave, le jeudi 29 octobre, j'ai été auditionné par la gendarmerie de Jonzac, suite à la plainte qui a été déposée contre moi, par l'équipe en place de la mairie de Pons.

J'ai été interrogé pendant quelques heures pour donner ma version. Je veux souligner que je n'ai rien contre les trois

gendarmes qui n'ont fait que leur travail. Encore plus inacceptable, le maire Jacky Botton se permet de me diffamer dans le bulletin municipal de Pons, de novembre 2020, tiré à 2 900 exemplaires et distribué dans toutes les boîtes aux lettres de Pons. Il ne m'a même pas permis de défendre mon honneur dans le même bulletin municipal. J'ai été privé de mon droit d'expression, alors que je suis le responsable de la liste d'opposition.



Cet individu se permet même d'évoquer en bas de son texte, page 2, deux articles de " la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ".

Encore plus sournois, on ne me donne pas la parole, on me diffame, mais on donne la parole à deux de mes colistiers, Mme Anne Gimenez et Samuel Diesnis, qui se joignent au lynchage de l'équipe municipale, montrant qu'ils ne sont que des faux opposants. Ils me poussent à démissionner, ce que je ne ferai pas.



Bien évidemment, la gravité de ces faits m'obligent à prendre un avocat, pour défendre mon honneur, et à prendre quelques précautions, dans ma vie quotidienne, car je me sens menacé, à tout moment, par une agression possible d'islamistes ou de complices gauchistes de la municipalité. J'accuse l'équipe municipale et ses complices de mettre délibérément ma vie en danger. J'avais une autre image de la France, pays de la liberté, quand je suis arrivé de Pologne pour y travailler, il y a 18 ans.

<https://ripostelaique.com/pons-je-suis-devenu-lhomme-a-abattre-depuis-que-jai-ose-critiquer-le-coran.html>